



Le nombre d'étrangers augmente. Pour faciliter leur intégration, le canton lance un nouveau programme

Fribourg mise sur l'intégration



Sans connaître la langue, il est difficile de s'intégrer. Les cours de français et d'allemand restent l'une des pierres angulaires du programme cantonal. Jean-Baptiste Morel-archives

« DOMINIQUE MEYLAN

Politique » En dix ans, la population étrangère est passée de 64 000 à 89 000 personnes dans le canton de Fribourg. Cette progression de 25 000 personnes constitue presque l'équivalent de la ville de Bulle. Dans ce contexte, le Programme d'intégration cantonal (PIC), présenté lundi en conférence de presse, revêt une grande importance. «Avec la pénurie de main-d'œuvre, le phénomène va sans doute s'accroître dans le futur, relève Romain Collaud, directeur de la Sécurité, de

la justice et du sport. La tâche est et sera immense dans les années à venir.»

Les personnes issues de l'asile et les réfugiés représentent une minorité de cette population, mais une minorité en augmentation. Entre 2012 et fin 2023, leur effectif est passé de 2020 à 7313 personnes, avec une accélération ces dernières années en lien avec la guerre en Ukraine. C'est une population hétérogène, d'origines nationales et sociales très diverses. «Ce qui la lie, c'est qu'elle a enduré une migration

forcée, avec un parcours de fuite souvent difficile», souligne Philippe Demierre, directeur de la Santé et des affaires sociales. Les défis posés par cette migration sont nombreux en raison d'une scolarisation souvent élémentaire, de potentiels traumatismes à surmonter, de diplômes qui ne sont pas forcément reconnus et d'une importante population de mineurs non accompagnés.

Une majorité de Portugais
Hors asile, la population étrangère résidant dans le canton de



Fribourg est caractérisée par une forte proportion de Portugais, plus de 26 000 fin décembre 2023. Le nombre de Français est en augmentation depuis quelques années, avec une proportion de 15 000 ressortissants selon les dernières statistiques. Viennent ensuite les Italiens et les Kosovars dont la population se chiffre à plus de 5000 personnes de part et d'autre.

L'intégration paie, c'est le slogan avancé par le canton. «Investir dans les politiques d'intégration, c'est non seulement une nécessité sociale et économique, mais c'est surtout anticiper pour que les défis actuels se transforment en autant de chances à l'avenir», estime Philippe Demierre. Le canton met en œuvre des programmes d'intégration conjointement avec la Confédération depuis 2014. Ce quatrième PIC couvre les années 2024 à 2027. «Le numéro change, les axes d'action évoluent, mais les grands objectifs restent les mêmes», résume Romain Collaud. Il s'agit de renforcer la cohésion sociale, valoriser la diversité croissante de la société et garantir la non-discrimination. Le PIC couvre également la prévention du racisme et concerne l'ensemble de la population.

Le modèle fribourgeois est basé sur un partenariat avec les communes, les services de l'Etat, les associations, les milieux économiques ou encore les communautés étrangères. Les domaines les plus importants sont l'apprentissage des langues et l'accès à la formation et à l'emploi, qui rassemblent à eux deux 74% des moyens financiers mis à disposition. Beaucoup de choses sont déjà en place. «Actuellement, 1400 personnes

suivent ces cours de langue», relate Philippe Demierre. Le canton propose également plusieurs instruments de réseautage, notamment des subsides à l'embauche ou une plate-forme FRintegration.ch, qui donne des informations pour faciliter l'engagement des réfugiés.

Plus de 35 millions

Les investissements totaux pour 2024 à 2027 s'élèvent à 35,6 millions de francs (soit 8,9 millions par année). La Confédération y contribue à 88%. Plus de 75% de ce montant est destiné au domaine des réfugiés au travers des forfaits d'intégration, qui représentent 18 000 francs par décision d'asile. L'enveloppe pour les personnes migrantes hors asile s'élève à 2,12 millions par année, dont la moitié est financée par la Confédération. Berne a réduit sa part par rapport aux programmes précédents. Au vu de la hausse constante de la population étrangère, le canton devrait-il faire le chemin inverse et prévoir davantage de moyens? «Cela dépendra des besoins du terrain, répond Philippe Demierre. C'est une question politique qui va sûrement arriver sur la table du Conseil d'Etat ces prochains mois.»

«Les axes d'action évoluent, mais les grands objectifs restent les mêmes»

Romain Collaud

Ce nouveau programme tient

compte du bilan des anciens. Parmi les nouveautés, le canton veut accentuer la collaboration avec les structures ordinaires de la société, par exemple la police ou les écoles. «Il s'agit de sensibiliser et d'activer ces structures pour les rendre pleinement actrices de l'intégration», explique Etienne Guerry, coordinateur pour les tâches d'intégration et d'insertion. Il peut s'agir de rappeler l'importance de l'interprétariat dans un service, par exemple à l'hôpital, ou proposer un cours sur la prévention des discriminations au sein des forces de l'ordre. L'élaboration d'un concept d'accueil des nouveaux habitants au niveau des districts fait partie des mesures envisagées. «La population suisse joue un rôle clé dans la politique d'intégration», relève Giuseppina Greco, déléguée à l'intégration des migrants et à la prévention du racisme.

Parmi les autres axes stratégiques, le programme entend améliorer la participation des publics cibles. «Nous voulons par exemple impliquer les mineurs non accompagnés dans la préparation de nouveaux états généraux», développe Etienne Guerry. Les modalités administratives pour participer à un projet ont été simplifiées. Assurer la qualité des prestations et lutter contre les discriminations sont les deux dernières priorités. Le canton envisage de lancer une étude sur les discriminations sur le marché de l'emploi. «Nous savons qu'elles existent et qu'elles sont importantes. En avoir une image précise permettra de déduire des recommandations», explique Giuseppina Greco. »